



Des tables rondes le 1er juillet pour poursuivre le mouvement initié le 18 juin

La Fédération CGT du Spectacle, le SNJ-CGT et la Filpac-CGT organisent le mercredi 1er juillet, au siège de la CGT à Montreuil, trois tables rondes pour évoquer « l'OPA sur la culture et les médias » actuellement opérée par l'extrême droite. La première est titrée « Concentration dans les médias, dans la presse et les secteurs culturels : notre combat est commun ! », la deuxième « Un autre audiovisuel public est possible ! » et la troisième « Big Tech : le tournant illibéral ».

Vous trouverez les détails du programme et le lien pour s'inscrire en [cliquant sur ce lien](#).

Nous concevons cette initiative comme un prolongement logique de la mobilisation intersyndicale du 18 juin des travailleuses et travailleurs des médias. Avec un millier de manifestantes et manifestants dans les rues de Paris, celle-ci a incontestablement été une réussite. Et le mouvement ainsi amorcé n'est qu'un début et non un aboutissement : le chemin du rassemblement et du collectif doit permettre d'organiser la résistance.

Si de nombreuses rédactions parisiennes (notamment celles du groupe Prisma) étaient représentées dans la manifestation, d'autres étaient venues de toute la France. Sans compter celles et ceux qui se sont mises en grève et se rassemblées à Toulouse, Montpellier ou encore Clermont-Ferrand.

Les travailleuses et travailleurs des médias ont davantage l'habitude de couvrir l'actualité que de la créer. Cette fois, au côté de citoyens défenseurs de la presse et d'une information plurielle et de qualité, ils ont clamé qu'ils refusent de laisser :

- Bolloré enterrer Prisma Media (*Geo, Voici, Femme actuelle, Capital...*) ;
- le Crédit Mutuel amputer Ebra (*Dernières Nouvelles d'Alsace, Est Républicain, Républicain Lorrain, Le Progrès, Le Dauphiné...*) ;
- LVMH vampiriser *Challenges* ;
- Infopro Digital (*Le Moniteur, La Gazette, L'Usine nouvelle, L'Argus de l'assurance...*) et Profession Santé (*Quotidien du pharmacien, Quotidien du médecin...*) substituer l'IA aux journalistes ;
- sacrifier l'AFP, France Télévisions et Radio France...

Tous ont scandé aux patrons de presse que les médias appartiennent avant tout à leurs lecteurs, auditeurs, téléspectateurs...

Ils l'ont répété au ministère de la Culture, où la ministre avait préféré laisser son fauteuil à un directeur de cabinet adjoint : tout un symbole ! Comme si l'avenir de la presse dans un pays menacé de désertification médiatique, de polarisation et de désinformation au profit de la propagande d'extrême droite ne la regardait pas.

Mais les revendications de l'intersyndicale (SNJ, SNJ-CGT, Filpac-CGT, CFDT, SGJ-FO) ont bien été portées dans les salons de Palais-Royal. Un « conseiller IA » et une représentante de la Direction générale des médias et des industries culturelles ont écouté poliment les revendications de nos cinq représentants, dont :

- encadrer l'intelligence artificielle pour préserver l'emploi et la qualité de l'information. Le salut ne pourrait venir que de l'Europe, nous a-t-il été répondu.
- renforcer, étendre, mieux collecter les droits voisins auprès des pilleurs de contenus et les répartir équitablement. La proposition de loi sur le sujet nous a été présentée comme solution pour consolider le modèle économique des médias.

Mais nos interlocuteurs ne sont sûrs de rien, comme s'ils n'avaient plus la main.

Quelles réponses aux suppressions massives d'emplois qui dégradent l'information, aux économies qui matraquent les conditions de travail, aux pressions (actionnariales, politiques...) qui torpillent l'indépendance, à l'IA qui maltraite notre démocratie ?...

L'urgence est autant sociale que politique : le ministère de la Culture ne peut laisser le secteur de l'information sans contrôle ni conditions aux mains des actionnaires et de leurs logiques financières.

Montreuil, le 26 juin 2026.